

# *Chronique hebdomadaire et citoyenne*

de J. C. du 25 octobre 2008

## **Dire... Faire...**

Tout un chacun le sait : facile de dire, d'affirmer, même sans scrupule mais faire, faire bouger quelque peu la réalité, soulever des montagnes... c'est autre chose et bien plus difficile malgré toute la meilleure volonté, en supposant que celle-ci soit foncièrement sincère et non de façade ! Or, par ces temps mouvementés, Monsieur le Président de la République parle, à qui veut l'entendre, de la fin prochaine du « cycle » financier actuel, propose une refonte d'un système qui, -à quel prix !- montre là ses limites, annonce le retour de la puissance publique, du « politique » comme garants. Bref, à ce qui est devenu son habitude, il occupe le terrain, d'abord médiatique et assure, sans ambages, qu'enfin, lui, par ses propositions, va sauver la planète. Comme nous voudrions pouvoir croire à ces nobles ambitions, à ces mesures que, depuis longtemps, nous estimons primordiales, indispensables pour, enfin, bâtir une société un peu plus juste, un peu plus égalitaire, un peu plus humaine ! Hélas, ses discours grandiloquents ne se révéleront-ils pas eux aussi, à terme, bien plus modestes, avoir été de simples paroles, certes enthousiasmantes, de belles promesses, plus rapidement caduques que les feuilles d'un chêne, pourtant prononcées, c'est vrai, avec talent et conviction... apparente ? Car, comme le titrait le 21 octobre sur quatre colonnes un quotidien du soir, « Monsieur Sarkozy n' a pas convaincu les Américains de l'urgence de refonder le capitalisme mondial » même si le Président Bush a accédé à l'idée d'organiser des sommets pour discuter de l'avenir des marchés financiers... seulement après l'élection présidentielle américaine c'est-à-dire en novembre. Dès lors, comment effectivement, à l'instar d'une bonne partie de la population, ne pas s'interroger sur la portée et l'efficacité réelle, concrète de ces interventions ? N'y a-t-il pas, en plus, contradiction à préconiser, d'un côté, que l'Etat s'endette de plusieurs dizaines de milliards d'euros pour sauver la haute finance et, de l'autre, en même temps, poursuivre les « réformes » qui, ici, sans complexe, déstructurent progressivement « nos » services publics... Rien que cela ! Rappelons, si cela est nécessaire, que sur les 30 529 suppressions d'emplois dans la fonction publique prévues dans la loi de finances de 2009, près de la moitié relève de l'éducation nationale. Est-ce cela préparer l'avenir ? Et, cette semaine encore, la colère des magistrats qu'exprime-t-elle ?

Source - Le blog : [regardsadeens.com](http://regardsadeens.com)